

Plus de 130 organisations chrétiennes pressent l'Union Européenne de taxer les superprofits fossiles et de montrer la voie pour sortir des fossiles

BRUXELLES / ROME 20.05.2026 — En cette période de profonde incertitude mondiale et de conflits qui mettent en lumière les risques croissants causés par la dépendance aux énergies fossiles, pour la première fois une coalition de **plus de 130 organisations chrétiennes issues de 20 pays de l'UE** lance un appel commun pressant aux institutions de l'Union européenne : « **Europe, sois fidèle - Sauvegardons notre maison commune** ». Cet appel réunit notamment le Mouvement Laudato Si', Caritas Europa, CIDSE (volet international du CCFD-Terre solidaire), plusieurs provinces jésuites, Pax Christi International, le Réseau chrétien œcuménique pour l'environnement (ECEN) ainsi que des organisations comme l'UISG et l'USG, représentant plus de 600 000 membres de congrégations religieuses.

Publié dans le cadre de la [Semaine Laudato Si'](#), l'appel exhorte l'UE à rester ferme sur ses valeurs fondatrices de la dignité humaine et du bien commun en accélérant une transition énergétique juste. Cette appel intervient à un moment politique charnière, alors que **l'Irlande s'apprête à assumer la présidence de l'UE au second semestre 2026**, en amont de la **prochain sommet mondial sur la sortie des énergies fossiles** qu'elle co-organisera avec le Tuvalu début 2027, et alors que les dirigeants européens entament les négociations sur le prochain budget septennal de l'UE.

Lors son allocution à l'occasion du *Regina Caeli* dimanche dernier, le Pape Léon XIV a partagé son inquiétude face aux retards pris dans l'action climatique : « Malheureusement, ces dernières années, en raison des guerres, les progrès dans ce domaine ont été considérablement ralentis. C'est pourquoi j'encourage les membres du Mouvement Laudato si' et tous ceux qui œuvrent pour une écologie intégrale à renouveler leur engagement. Prendre soin de la paix, c'est prendre soin de la vie ! ».

« Cette campagne arrive à un moment critique, alors que la deuxième crise énergétique mondiale en moins de cinq ans et des conflits majeurs mettent en évidence notre interdépendance et notre vulnérabilité commune », déclare le **Dr Lorna Gold, directrice exécutive du Mouvement Laudato Si'**. « L'Europe a une occasion unique et la responsabilité morale d'accélérer la sortie des énergies fossiles et de passer à des énergies renouvelables, notamment par le biais d'une taxe permanente sur les profits colossaux des compagnies pétrolières et gazières. »

« **L'Europe est confrontée à un choix difficile** : choisir la transition vers l'abandon des énergies fossiles ou se ranger du côté des entreprises les plus polluantes, responsables de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre », stipule le document. L'influence déconcertante de ces multinationales est illustrée par le fait que les 100 plus grandes entreprises de pétrole et de gaz ont engrangé plus de 30 millions de dollars de superprofits par heure pendant le conflit en Iran, capitalisant sur l'instabilité mondiale tout en aggravant la crise climatique.

« La crise climatique aggrave déjà les inégalités sociales. Les personnes les plus pauvres sont aujourd'hui les premières exposées aux crises écologiques, alors même qu'elles sont souvent les plus éloignées des solutions pour y faire face », explique **Emilie Johann, responsable Pôle Plaidoyer international du Secours Catholique**. « Face à cela, l'Europe ne peut pas reculer : elle doit porter une transition écologique juste, à la hauteur de sa responsabilité historique envers les plus précaires et les générations futures. »

« En dérégulant l'économie au nom de la compétitivité, on affaiblit les règles indispensables pour protéger les populations et la planète. Il n'y aura pas de transition écologique juste sans un cadre économique qui place les limites de la Terre et les droits humains au-dessus des intérêts financiers. » déclare **Robin Guittard, directeur adjoint du plaidoyer au CCFD**.

Cet appel pressant est soutenu par l'opinion publique : le dernier **sondage de l'Eurobaromètre** confirme qu'une vaste majorité de citoyens européens continue de soutenir une action climatique ambitieuse. De plus, les bénéfices économiques de la transition sont déjà visibles ; rien qu'en mars 2026, **l'énergie solaire a permis à l'Europe d'économiser 3 milliards d'euros** en importations de combustibles fossiles, prouvant que le passage aux énergies renouvelables est autant un impératif économique qu'un devoir moral.

Les signataires expriment leur vive inquiétude face à l'affaiblissement actuel par l'UE de sa propre législation, lui reprochant de tourner le dos à son rôle de leader climatique mondial. Selon eux, les efforts de « simplification » ont trop souvent conduit à une dérégulation – notamment à travers les projet de réglementation « Omnibus » en cours – entraînant le report des engagements climatiques, l'augmentation de la dépendance aux énergies fossiles, l'affaiblissement du devoir de vigilance et la réduction des garanties sociales et environnementales.

Inspirées par l'impératif de prendre soin de la Création et des plus vulnérables, se ralliant avec le récent [Manifeste des Évêques du Sud global](#) pour une transition juste, et encouragées par l'appel du Pape Léon à ne laisser « aucune place à l'indifférence ou à la résignation », ces chrétiens de toute l'Europe réclament quatre actions immédiates :

- **Sortie des énergies fossiles** : Établir une stratégie claire de sortie du charbon d'ici 2030, du gaz d'ici 2035 et du pétrole d'ici 2040, assortie d'une interdiction immédiate de toute nouvelle exploration fossile et de l'arrêt des permis pour de nouvelles infrastructures. Les avertissements de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), selon lesquels aucun nouveau projet fossile n'est nécessaire, doivent être pris en compte, malgré la pression de certains États membres de l'UE qui continuent de pousser à l'exploration.
- **Taxation des superprofits et fin des subventions fossiles** : Introduire une taxe permanente sur les bénéfices massifs des entreprises de combustibles fossiles. Ces fonds doivent être fléchés vers le financement de la transition énergétique et le soutien aux ménages les plus vulnérables.
- **Investissement dans les énergies renouvelables et la sobriété** : Augmenter massivement les investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'électrification, tout en promouvant la sobriété énergétique et l'économie circulaire pour préserver les ressources.

- **Finance climatique et justice sociale dans le budget de l'UE** : Le prochain budget septennal de l'UE (MFF), qui doit être finalisé d'ici la fin 2027, doit donner la priorité aux citoyens qui peinent à payer leurs factures d'énergie plutôt qu'aux intérêts des grandes entreprises qui accumulent des milliards de dollars de profits.

« En tant que premier continent à avoir adopté une économie fondée sur les énergies fossiles, l'Europe a le devoir historique et l'opportunité de mener la transition vers une nouvelle ère », note l'appel. Les organisations s'élèvent contre l'injustice et se solidarisent avec les populations qui fuient la violence et souffrent des impacts de la crise climatique, de l'extractivisme et des conflits alimentés par la dépendance aux combustibles fossiles.

« Dieu nous demandera si nous avons cultivé et pris soin du monde qu'il a créé [...] Quelle sera notre réponse ? », conclut l'appel, citant la question posée par le Pape Léon XIV lors de la conférence *Raising Hope*.

Les organisations signataires comprennent des entités confessionnelles européennes et nationales, notamment des instances épiscopales, des congrégations religieuses, des ONG sociales et environnementales, des associations de solidarité internationale ainsi que des mouvements et communautés chrétiens.

En France, des organisations très variées ont signé l'appel, montrant qu'il rejoint bien au delà des organisations chrétiennes qui se consacrent à l'écologie : congrégations religieuses (notamment la *Province Jésuite d'Europe occidentale francophone*, la *Province Franciscaine des frères mineurs de France Belgique*, les *Sœurs Auxiliatrices*, les *Spiritains*, les *Salésiens*), des organisations engagées pour la solidarité (*CCFD*, *Secours Catholique*), des centres spirituels (*Centre Hélène et Jean Bastaire*, *Académie pour l'écologie intégrale*) mais aussi des organisations plus institutionnelles (*Justice et Paix France*, *Eglise Verte*), des mouvements chrétiens liés à l'écologie (*Lutte et Contemplation*, *Chrétiens Unis pour la Terre*) et des mouvements comme *Fondacio*, le *Mouvement Chrétien des Retraités*, l'*Action Catholique des Indépendants*, *Eccleria* (anciennement Mouvement Chrétien des Cadres) ou la branche française de la *Communauté Mondiale de Méditation Chrétienne*.

La liste complète des signataires et le texte de l'appel peuvent être trouvés [ici](#).

Mouvement Laudato Si', *Caritas Europa*, *CIDSE*, *Jesuit European Social Centre (JESC)*, *Justice & Peace Europe*, *Pax Christi International*, *Initiative des chrétiens pour l'Europe (IXE)*, *CCFD-Terre Solidaire (France)*, *Secours Catholique - Caritas France*, *Trócaire (Irlande)*, *KOO (Autriche)*, *Action Catholique Italienne*, *Réseau chrétien œcuménique pour l'environnement (ECEN)*, *New Humanity/Mouvement des Focolari* et plus de 100 autres.

Contact Médias :

Maria Chiara De Lorenzo

+39 349 5843084

mariachiara.d@laudatosimovement.org